Le Grain de sable

N° 409 – Vendredi 14 mars 2003



TOUTES LES GUERRES

Dans ce numéro

1- Les syndicats contre la guerre (AFL-CIO + CES)
AFL-CIO : Chez nous, plus de 100 villes ont adopté des résolutions s'opposant à l'action militaire contre l'Irak sans une décision des Nations Unies. Beaucoup de citoyens, tout en soutenant l'objectif de désarmement, ne sont pas convaincus que la guerre est actuellement la solution unique. + CES : L'appel de la CES à des arrêts de travail le vendredi 14 mars à midi pour marquer l'opposition à la guerre en Irak rencontre un très large écho dans le mouvement syndical européen.

2- Les adjectifs mercenaires (Par Maria Ángeles Maeso)
Il y a des mots comme "guerre", "bombe", "liberté" ou "justice" qui, à leur simple prononciation, laissent entrevoir ce qu'ils désignent avec une telle netteté et une telle intensité que l'on se demande alors pourquoi un adjectif doit-il absolument qualifier la guerre de "préventive", une bombe d'"écologique", la justice d' "infinie", la liberté d'"immuable". Pourquoi ces adjectifs ? « L'adjectif, quand il ne donne pas la vie, tue », nous avertit le poète.

3- Les effets controversés du vieillissement démographique (Par Isaac Johsua)
" La seule voie est le recul de l'âge de départ à la retraite ", nous dit enfin P. Artus. Qu'on le veuille ou pas, la question du chômage est ici cruciale. Quelle hypothèse fait-on à son sujet ? S'il demeure au niveau constaté aujourd'hui (plus de 9% de la population active) il est tout simplement dénué de sens de reculer l'âge de départ à la retraite : dans la mesure où près des 2/3 des salariés du privé sont hors emploi quand ils liquident leur pension, cela reviendrait à préférer financer un chômeur, un préretraité, etc.. plutôt qu'un retraité de plus. Où est l'avantage ?

4- Retraites : la solidarité en trois dimensions (Par Jean-Marie Harribey)
Les retraites sont des salaires indirects socialisés. Elles sont une conquête, un droit arraché au capital de disposer d'un revenu même lorsque la période de travail s'est achevée. On comprend l'acharnement du patronat à restreindre ce droit par tous les moyens. Sachant très bien que pratiquement personne ne pourra jamais atteindre la durée de cotisations requise, les 40, puis 42 et 45 ans réclamés par le MEDEF pour obtenir une retraite à taux plein, le gouvernement envisage froidement d'organiser la baisse systématique des retraites.

Vous avez-rendez-vous avec ATTAC
Liste des événements, réunions, rencontres, débats organisés par un ATTAC dans le monde.



Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« Diritti in movimento! » par Ilaria Miele – http://www.attac.info/fse/

Les syndicats contre la guerre

A – Déclaration de l'AFL-CIO sur l'Irak

27 février 2003

Les familles des travailleurs américains et leurs syndicats soutiennent pleinement les efforts faits pour désarmer le régime dictatorial de Saddam Hussein. La meilleure manière d'y parvenir consiste à agir ensemble au sein d'une large coalition internationale d'alliés et avec la sanction des Nations Unies. Nous croyons qu'il peut y avoir des moments où nos opinions ne sont pas partagées et nous devons agir unilatéralement pour défendre notre sécurité nationale. Mais, dans le contexte de la guerre mondiale contre le terrorisme, la menace de Saddam Hussein mérite une solution multilatérale, et non une action unilatérale. Nous sommes heureux que l'administration ait décidé de rechercher une sanction supplémentaire des Nations Unies.

Saddam Hussein est un démagogue et un tyran, avec un passif épouvantable en matière de droits de l'Homme pendant les dernières deux décennies. Il règne sur les irakiens par la torture, le meurtre et la peur. Son régime voyou a envahi l'Iran et le Koweit et lancé des missiles contre les populations civiles des

pays voisins. A plusieurs reprises, il a prouvé son intention de fabriquer et de cacher des stocks d'armes biologiques et chimiques, tout en travaillant sans arrêt à la construction d'une force nucléaire. A plusieurs reprises, son régime a défié les résolutions et décisions des Nations Unies. Il y a dix ans, quand l'Irak a envahi son voisin, le Koweit, les Etats-Unis ont organisé une large coalition avec nos alliés pour faire face ensemble à cette agression – ainsi cette agression n'a pas tenu.

Aujourd'hui, cependant, il n'y aucune unité de décision. Alors que tous les pays sont d'accord sur l'objectif de désarmement, la communauté internationale est fortement divisée sur la manière de le réaliser. Dans des villes du monde entier, les gens descendent dans les rues pour manifester contre la guerre en Irak. Chez nous, plus de 100 villes ont adopté des résolutions s'opposant à l'action militaire contre l'Irak sans une décision des Nations Unies. Beaucoup de citoyens, tout en soutenant l'objectif de désarmement, ne sont pas convaincus que la guerre est actuellement la solution unique.

De telles divisions, non seulement parmi nos alliés, mais également au sein de notre nation, tranchent avec l'unité et la solidarité internationale dont l'Amérique a pu jouir dans les jours et les mois qui ont suivi le 11 septembre 2001. Aujourd'hui, une année et demie plus tard, nous avons gâché beaucoup de cette bonne volonté et réussi à insulter un bon nombre de nos solides alliés et à diviser le monde à un moment où il devait parler d'une seule voix. Le président ne s'est pas acquitté de ses engagements de donner une explication logique et convaincante aux Américains et au monde de la nécessité d'une action militaire contre l'Irak maintenant. L'Amérique a toujours été une nation pacifiste, lente à prendre les armes et déterminée à rechercher des solutions diplomatiques aux crises. Les actions de cette Administration sapent tristement cette réputation et le respect que celle-ci nous vaut.

L'AFL-CIO porte un intérêt particulièrement fort à l'aggravation du conflit avec l'Irak, comme à tous les conflits impliquant les forces armées américaines. Ceux qui combattent pour les Etats-Unis sont, comme ils l'ont toujours été, des hommes et des femmes de l'Amérique laborieuse. L'AFL-CIO est fier de représenter des milliers de ceux qui servent maintenant dans nos forces armées. L'AFL-CIO réitère son soutien à tous les hommes et femmes travaillant au sein de nos forces armées et honore leur courage.

Le processus dans lequel nous, comme membres de la famille des nations, décidons comment traiter de telles menaces internationales est crucial pour notre avenir. La menace d'un terrorisme de portée mondiale est réelle. Nous avons eu l'expérience des terribles destructions qu'elle peut engendrer. Pour répondre à cette menace, l'Amérique aura besoin du soutien de nos alliés et des principales nations du monde. Notre pays et nos familles seront plus à l'abri si l'Amérique est le dirigeant respecté d'une large coalition contre le terrorisme, plutôt qu'isolée comme exécutant solitaire.

Nous appelons la communauté internationale à parler d'une seule voix pour exiger que le désarmement ait lieu en Irak sans délai, et que les inspecteurs bénéficient d'une coopération totale. Nous invitons l'Administration à rechercher un large consensus international pour exercer le maximum de pressions sur l'Irak, s'assurant de la guerre, si elle a lieu, soit véritablement un dernier recours, soutenue par nos alliés et les Nations Unies. Nous invitons l'Irak à se conformer aux demandes des Nations Unies, l'unique moyen d'éviter la guerre que personne ne souhaite.

B- Irak: Non à la guerre

«Arrêts de travail le 14 mars à midi»

Confédération européenne des syndicats (CES)

L'appel de la CES à des arrêts de travail le vendredi 14 mars à midi pour marquer l'opposition à la guerre en Irak rencontre un très large écho dans le mouvement syndical européen. Selon les premières informations reçues par le Secrétariat de la CES, la mobilisation prend de l'ampleur en Allemagne, en Autriche, en Suisse, en Belgique, au Luxembourg, en France, en Italie, en Espagne, au Danemark, en Norvège, au Portugal, au Royaume-Uni, en Grèce et en Tchéquie. L'Union syndicale et d'autres syndicats qui organisent les fonctionnaires des institutions européennes ont décidé de se joindre à l'action de la CES. Une délégation de la CES sera reçue vendredi par le Premier Ministre belge Guy Verhofstadt.

ARRÊTS DE TRAVAIL DE PLUSIEURS ORGANISATIONS MEMBRES

Allemagne
http://www.dgb.de/presse/pressemeldungen/pmdb/pressemeldung_single?pmid=2004

Autriche
OGB:
http://www.etuc.org/EN/Press/releases/other/ÖGB.cfm

Belgique
CSC – FGTB – CGSLB - CES:
http://www.etuc.org/EN/Press/releases/other/Appel%20du%20140303-CSCFGTBCGSLB.pdf

Danemark
http://www.lo.dk/smcms/Nyheder/LO_nyheder/4059/Index.htm?ID=4059

Espagne
http://www.ccoo.es/fichanota.asp?fichero=2003030700.docu
http://www.ugt.es/internacional/noguerra/marzo2003.htm

France
- http://www.cftc.fr/547/602/604/780/1076/3080.asp
- http://www.cgt.fr/03actual/actupg/france/2003/03/actu1.htm
- http://www.force-ouvriere.fr/rec/index2.asp?p1=c&p2=IRAK#
- http://www.cfdt.fr/actu/presse/comm/comm277.htm
- http://www.unsa.org/communiques/cp-2003-016b.html

Greece
GSEE: http://www.etuc.org/FR/PRESSE/RELEASES/other/Presse%20GR14-3-03.doc

Luxembourg
CGT-L LCGB: http://www.etuc.org/FR/PRESSE/RELEASES/other/Presse%20GR14-3-03.doc

Norvège
- http://www.ys.no/main.html
- http://www.lo.org/kunder/lo/db00077.nsf/($All)/B4F8D8BF22C1863EC1256CE5004257F4?

Portugal
http://www.cgtp.pt/actualidade/noticias/030314contraguerra.htm

Italie
- http://www.cgil.it/ufficiostampa/UfSta/notizia.asp?uid=2416
- http://docs.cisl.it/news/#21758289

République Tchèque
http://www.cmkos.cz/aktualne.php?action=detail&id=53

Suisse
http://www.sgb.ch/fr/f-download/06lussap.doc

Les adjectifs mercenaires

Par Maria Ángeles Maeso
Traduction. Valérie Lépine et Andrea Parkieser. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

L'adjectif, quand il ne donne pas la vie, tue. (Vicente Huidobro)

Les adjectifs liés au substantif "guerre" trahissent la paix.

Le mot "guerre" est si terriblement significatif qu'il devrait toujours apparaître nu, aucun autre mot ne devrait venir l'épauler dans son exhibition. C'est pour cette raison que je parle d'adjectifs mercenaires : ils se placent aux côtés de la guerre et la déguisent. En quoi la déguisent-ils ? En quelque chose qui se prononce à voix basse mais quelque chose de propre, de chirurgical, d'humanitaire, de juste, de rapide, de préventif…Voilà des adjectifs qui se prononcent plus fort que le substantif "guerre"qui les entraîne.

Il y a des mots comme "guerre", "bombe", "liberté" ou "justice" qui, à leur simple prononciation, laissent entrevoir ce qu'ils désignent avec une telle netteté et une telle intensité que l'on se demande alors pourquoi un adjectif doit-il absolument qualifier la guerre de "préventive", une bombe d'"écologique", la justice d' "infinie", la liberté d'"immuable". Pourquoi ces adjectifs ? « L'adjectif, quand il ne donne pas la vie, tue », nous avertit le poète. Ces adjectifs liés aux noms avec une si grande force substantive, quelle vie leur donnent-ils donc ?

Qui n'a pas ressenti, face à n'importe lequel de ces couples de mots, comme une sensation de piqûre aiguë au cerveau ? "Guerre préventive", "Liberté immuable", "Justice infinie", "Bombe écologique"…Toute personne habituée à employer sa langue en bonne logique sent la piqûre de la contradiction taquiner son cerveau. C'est tout simplement douloureux à entendre. Tout peut se dire, le mensonge autant que la vérité. Et l'absence de sens ? se demande-t-on maintenant ? Le contresens est-il sémantiquement acceptable ? Nous trouvons-nous réellement face à des non-sens ?

Les mots, tous les mots ont une signification, mais ces couples de mots en ont-ils une? Nous connaissons la signification de ces noms, nous savons ce que veut dire chacun de ces substantifs et adjectifs. Mais quel phénomène fait qu'une fois réunis, nous les trouvons inacceptables ?

Justice infinie. Liberté immuable. Ces termes ont-ils un sens clair?

Quand nous disons "justice", nous voyons alors l'une des quatre vertus cardinales, celle qui tend à donner à chacun ce qui lui revient ou lui appartient. Et nous ne demandons pas à la justice d'être infinie. Nous ne comprenons pas le sens de cet extrême. L'adjectif connote le nom d'une telle exagération que la justice s'en trouve amenuisée : une justice si disproportionnée n'a évidemment plus rien de juste. Si "Justice infinie" est une devise qui a si peu duré, c'est précisément parce que, trop d'arrogante, elle rappelait fortement la terrible vengeance des châtiments divins. Elle a été rapidement remplacée par "Liberté immuable".

Et le but n'était pas là d'éviter d'offenser les musulmans, pour qui seul Allah est en droit d'appliquer ce genre de justice : la nouvelle devise renvoyait toujours aux sphères divines.

De même, quand nous disons "liberté", nous ne voyons pas de restrictions à son exercice. Comment peut-on alors la qualifier d'"immuable", si l'accouplement des deux termes retire sa substance au nom "liberté" ? Il s'agirait d'une liberté sous conditions ?

"Guerre préventive", "bombe écologique", "catastrophe humanitaire"

Des oxymores comme ceux du sonnet de Quevedo : « C'est un glaçon brûlant, c'est du feu glacé »…? Non. L'oxymore est une combinaison, dans la même structure syntaxique, de deux mots ou expressions de signification opposée, et qui engendre un nouveau sens. Le sens que parvient à nous transmettre le sonnet de Quévédo sur l'amour est ce flot de sentiments qui confluent dans la passion amoureuse. Il use de cette figure de rhétorique et multiplie le sens de chaque prédicat de l'amour en utilisant deux termes opposés. Mais, y a-t-il un sens multiplié dans "guerre préventive" ? Faut-il prévenir quelqu'un d'une chose en utilisant cette chose ? Notre cerveau peut-il concevoir l'idée de prévenir quelqu'un d'une guerre en faisant la guerre ? Nous disons "guerre" et voyons la mort, peut-on concevoir la notion de tuer quelqu'un pour éviter la mort ? Il est évident que non. Cette multiplication du sens, propre à l'oxymore, nous ne la trouvons pas dans "guerre préventive"; ni dans "bombe écologique" ni dans "catastrophe humanitaire". Nous sommes dans un cas de contresens. Signification zéro.

S'il ne s'agit pas de sens multipliés, s'agirait-il alors d'une expression ironique? Mais l'ironie en tant que recours littéraire consiste à faire comprendre le contraire de ce qui se dit ; et dans le cas de ces couples de mots, nous ne savons même pas ce que l'on nous dit. Comment donner un second sens au contresens si nous ne pouvons obtenir le premier ?

Ce sont des combinaisons de mots qui entre eux se répugnent comme le « carré rond » dont parlait Ortega y Gasset. Des constructions linguistiques qui peuvent être engendrées par la grammaire d'une langue, mais résultent sémantiquement inacceptables. Des expressions non significatives et sans sens. "Sensure", c'est le terme inventé par Bernard Noël pour qualifier cette monnaie courante : la privation de sens.

C'est un langage de guerre : l'un des deux termes doit mourir

Une expression possède un sens uniquement si sa présence n'est pas complètement déterminée par le contexte. Dans quel contexte ces expressions acquièrent-elles un sens? Nous avons appelé ces adjectifs "mercenaires" parce que ce sont des termes qui vont à la guerre au service d'un maître militaire. Ils vont vivre dans le contresens. Les maîtres de la guerre créent un langage de guerre. Dans ces couples contradictoires sans sens, un mot doit dévorer l'autre : "Bombe écologique", "catastrophe humanitaire", "guerre préventive" ; les deux ne peuvent rester au même endroit. Ce sont des termes ennemis contraints de guerroyer dans un contresens féroce pour que l'un des deux impose sa signification.

C'est un langage de guerre, il fonctionne au moyen de substitutions sémantiques : on fait la guerre pour obtenir la paix ; les guerres sont qualifiées d'humanitaires, de propres, de préventives ; les bombes d'écologiques ; et quand elles dévastent des pays entiers, c'est un acte de "justice infinie"… Langage de guerre ; adjectifs mercenaires qui gonflent leur propre signification en anéantissant celle du mot voisin. Le contresens est si fort que notre cerveau ne le supporte pas et choisit de ne retenir que l'un des deux termes. Lequel ? : les adjectifs porteurs de notions tels "préventif", "écologique", "juste", etc. Même si nous parviennent des échos de l'autre terme, - n'y avait-il pas là une guerre ? -, nous ne le voyons pas car la signification "guerre", unie à ces adjectifs que nous avons préféré retenir, est inadmissible. Souvenons-nous des sensations de piqûre au cerveau…

Nous l'avons dit, le mot "guerre" est tellement catégorique qu'il est difficile de le gommer d'un simple trait de plume. Il est le porteur de la vérité, une référence significative dans le monde réel. Pourtant, face au mensonge véhiculé par l'adjectif, le substantif est perdant ; en effet, qui ne préfèrerait pas une guerre sans morts, propre, juste, rapide… à une guerre nue, purement substantive, avec sa terrible charge de mort impossible à occulter ?

Ces adjectifs, qui semblent simplement générer des contresens, se livrent en fait à un sale coup verbal : séduire avec les mots. La guerre à leurs côtés paraît moins guerre, sa substance se dissout entre les adjectifs. Et si nous observons de quelle façon ils se répètent, et qui les lance, nous comprendrons ce qu'ils sont.

Ce sont des stéréotypes! Nous devrions trembler devant eux.

Lorsqu'on on séduit, on n'a pas besoin de convaincre. On gagne en trichant. Il parvient à nos oreilles des expressions que nous ne comprenons pas et qu'il nous est cependant facile de répéter. Quelqu'un nous les répète à plusieurs reprises jusqu'à ce que nous réussissions à voir ce qu'il n'est pas possible de voir. Simplement parce que ça n'existe pas. Il n'y a pas de guerre juste, chirurgicale, écologique, humanitaire, préventive… Non. Mais le virus du contresens a été inoculé. Ainsi naît le "lieu commun". Des stéréotypes dont l'objectif est d'occulter la réalité. Voilà la fonction de ces couples là.

Stéréotypes! La plaie de la langue. Peu importe qu'ils collent ou non à la vérité ou au mensonge, au stéréotype, au cliché, il leur suffit de séduire, de vaincre sans convaincre. Et ils traînent toujours de grands mensonges derrière eux, mais ce n'est pas cela l'important, l'objectif du stéréotype étant de cacher la vérité. Pour cela, il se sert parfois de la vérité, une autre vérité qui masque celle qu'il cherche à occulter.

Langage de seigneurs de guerre amants du cliché, du slogan de propagande. Langage du maître qui contraint à un usage mercenaire des mots. Hitler a décrété des

unions contre nature du type "vers juif", si bien que les Allemands ne faisaient plus la distinction entre les deux mots. Par cette simple et si aberrante identité de signification, ils arrivèrent à considérer comme un ennemi extrêmement dangereux une population qui ne dépassaient pas 1% de celle de l'Allemagne de 1933. Le fascisme adore le stéréotype. Occulter la vérité. Séduire par le mensonge.

Qui peut nier la séduction de ces deux mots ? se demandait Pedro Salinas au sujet de l'expression "Ordre nouveau" si chère à Hitler. Deux mots attrayants unis au service de la cause la plus sinistre. Les nouveaux stéréotypes sont basés sur ce même pouvoir de séduction. Nous comprenons maintenant que le contresens latent dans ces expressions est à lui seul une propagande de guerre, qu'il est au service du stéréotype. Et l'objectif de tout cela n'est pas de nous faire réfléchir sur telle ou telle expression, mais de nous séduire pour nous faire regarder ailleurs, là où nous ne pouvons voir la réalité.

Notre désir d'une action réellement préventive de la guerre est si fort que si l'on nous offre cette possibilité, nous sommes prêts à collaborer. C'est avec cette envie que commence à opérer la séduction du stéréotype. Mais personne n'organise une guerre en souhaitant l'éviter; ceux qui la préparent cherchent notre adhésion en incluant, d'une manière ou d'une autre, notre désir de paix dans les termes qu'ils utilisent. Résultat : ces aberrations linguistiques qui circulent comme des devises propagandistes. Le langage se défend à sa manière en résistant à concilier l'inconciliable : de deux termes, nous choisissons de n'en retenir qu'un. Ce sera justement la notion qui n'existe pas. Cortazar, en 1984, s'interrogeait sur le sens des mots:
Je dis liberté, je dis démocratie, et tout à coup je sens que j'ai dit ces mots sans m'être interrogé une fois de plus sur leur sens profond, sur leur message exact et je sens aussi que beaucoup de ceux qui les écoutent les reçoivent à leur tour comme quelque chose qui menace de se transformer, en stéréotype, ou en cliché sur lequel tout le monde est d'accord. Car c'est là la nature même du cliché ou du stéréotype. Préférer le lieu commun au vécu, la conviction à la réflexion, la pierre opaque à l'oiseau vivant.

La pierre opaque du sarcasme.

Les mots doivent continuer à nous être utiles. Mais ils sont captifs, ils sont la propriété du pouvoir, l'oiseau enfermé dans le contresens, dans le stéréotype, dans le sarcasme. Pour leur donner leur sens réel, il faudrait pénétrer le contexte dans lequel ces alliances contre nature ont été créées. Trouver, à la lumière des faits qu'elles nomment, ce qui se cache
sous les significations perverses qu'on leur a imposées.

Admettre comme vraie une proposition fausse, simplement pour rire, est une ironie. Mais nous savons tous que "liberté immuable" et "justice infinie" servent à qualifier quelque chose de très sérieux qui eut pour résultat des milliers de morts afghans. Leur nombre exact est encore tenu secret par les Etats-Unis.

Nous savons aussi qu'il n'y a pas de guerres propres, ni chirurgicales, pourtant ces adjectifs étaient rattachés aux attaques contre l'Irak, en 1991. La seule trace de saleté était alors un petit canard noir de pétrole. Il aura fallu des années avant que nous n'apprenions que même la photo de cet oiseau était un montage ; des années avant que nous ne puissions voir les véritables et dantesques images des horreurs de cette guerre "propre". Le lynchage de l'Irak n'a pas été complet ; il nécessite une seconde guerre dotée de l'adjectif "préventive", le genre de guerre qu'entreprend une nation contre une autre en supposant que cette dernière se prépare à l'attaquer. Mais l'adjectif devient sarcasme quand on sait qu'il a été utilisé par les Américains alors qu'ils avaient, secrètement, déjà commencé à bombarder l'Irak.

L'expression "Aide humanitaire" ne serait rien de plus qu'une grossière redondance si l'"aide" prêtée par l'OTAN au peuple albano-kosovar contre la répression orchestrée par Belgrade, ne s'était concrétisée par des bombardements massifs et aveugles sur la Yougoslavie. Les interventions humanitaires sont censées soutenir les victimes des tyrannies, et non engendrer encore plus de victimes. Invoquer l'"humanitas" pour assassiner, c'est l'argument le plus sale, le plus cynique et le plus sarcastique que l'on puisse concevoir.

Le genre de figure littéraire servie par ces adjectifs, pris dans leur contexte d'origine, ne fait aucun doute. Il n'y a pas d'ironie mais du sarcasme, terme dont la signification étymologique est "mordre la chair". Cela nous renseigne sur la confiance des Grecs dans le pouvoir des mots, qu'il fut bénéfique ou destructeur. Pour exprimer la douleur qui peut être infligée par le langage, ils créèrent un terme comme "sarcasme", cette variante qu'acquiert l'ironie lorsque celle-ci se fait mordante, cruelle et blessante.

Voilà à quoi on s'expose en permettant un tel langage, en acceptant ce qui est sémantiquement inacceptable.

L'oiseau vivant

Il n'y a pas meilleur moyen de dévoiler un contresens que de laisser les mots dans leur nudité. Plus la réalité est terrible, plus l'acharnement à la nier est fort. Ceux qui font la guerre, ceux qui peuvent l'éviter la présentent déguisée car ils savent combien il est dangereux de nommer la nudité. Ils savent, comme nous le savons aussi, que les mots sont source de vision. Et les mots qui nomment la vérité de la guerre pourraient nous faire si peur que nous ne pourrions le supporter. Cela provoquerait immédiatement une réaction contraire. Et de cette manière, ils gagnent du temps. Ce langage de la guerre est le messager qui la précède. Langage de guerre qui amène la guerre.



Guerre dans le langage. La première victime, la vérité. La mort du sens.

L'oiseau renaît et vit à nouveau si on fait ce voyage vers l'origine, vers la nudité du mot, vers sa solitude : non à la guerre, ainsi, sans aucun adjectif mercenaire.

« Le mot seul, disait T. Tzara, suffit pour voir ».

Grano de Arena 179- informativo@attac.org

Les effets controversés du vieillissement démographique

Par Isaac Johsua. Maître de conférences en sciences économiques à l'Université Paris XI, membre de la Fondation Copernic et du Conseil scientifique d'ATTAC.

Dans "Rebonds" du 24 février 2003, Patrick Artus affirme que, pour analyser l'effet de la démographie sur les retraites, il faut distinguer deux phases: avant et après le vieillissement. S'agissant de la première de ces phases, il soutient que la génération nombreuse, sachant que la génération suivante est de plus faible taille, doit (pour maintenir son revenu après la retraite) réaliser un supplément d'épargne et d'accumulation de capital par tête, conduisant à une augmentation de la productivité du travail et des prix des actifs financiers. Telle n'aurait pas été la situation en Europe, ce qui impliquerait (toujours selon P. Artus) que le vieillissement y aura des effets sévères. Plus sévères en tous cas qu'aux Etats-Unis, où le schéma décrit se serait appliqué au cours des années 90. Est-ce bien le cas? Il y a eu effectivement dans ce pays un important essor de l'investissement au cours de cette période, mais il ne s'est nullement appuyé sur un effort correspondant d'épargne. Tout au contraire: le taux d'épargne des ménages américains bat alors des records de baisse (l'investissement a été, dans une large mesure, financé par l'apport de capitaux étrangers). Par ailleurs, qui dit investissements ne dit pas nécessairement investissements réalisés à bon escient et, effectivement (comme nous le savons aujourd'hui) nombre d'entre eux (bulle spéculative aidant) ont été accomplis en pure perte, dans des opérations mal conçues, peu ou non rentables, entraînant liquidations, faillites, etc.. dont une part est encore à venir. Quant à l'élévation constatée du rythme de croissance de la productivité du travail, elle n'est sensible qu'à partir de 1995 et de nombreux éléments laissent penser que, liée à la phase d'expansion exceptionnelle des années 90, elle peut disparaître avec celles-ci. S'agissant enfin du prix des actifs financiers ("supports de l'épargne", selon P. Artus), on sait où ils en sont aujourd'hui.

Au total, vue sous l'angle de cette phase "préparatoire au vieillissement", l'Europe ne paraît pas plus mal placée qu'une Amérique qui sort de la bulle de la "nouvelle économie" avec de lourds déséquilibres, qu'il s'agisse d'un extraordinaire niveau d'endettement (tant des ménages que des entreprises), d'un déficit des finances publiques en croissance rapide ou d'une balance extérieure dans le rouge au niveau impressionnant de 5% du PIB. Et ce sans compter les graves difficultés actuelles et à venir de ses fonds de pension, pourtant soulignées par P. Artus lui-même.

Si nous passons maintenant à la phase d'après le vieillissement, l'équilibre économique change complètement, nous dit P. Artus. En effet, précise-t-il, " la génération active étant de faible taille, et la génération retraitée (c'est-à-dire les consommateurs non producteurs) nombreuse, la demande de biens et services devient forte relativement à l'offre de biens : il y a beaucoup plus de consommateurs par producteur. Ceci implique, comme dans les années 70, le retour des déficits extérieurs et des pressions inflationnistesŠ ". Or, la demande de biens et services n'est pas un problème de nombres d'individus, producteurs ou consommateurs, mais de niveau du revenu national et de répartition de ce revenu national entre consommation et épargne. Le fait que les retraités soient plus nombreux implique seulement qu'ils ponctionnent une part (relative) plus importante du revenu national : dans ces conditions, la demande de biens et services qui aurait été exprimée par les actifs s'ils avaient conservé l'intégralité de leur revenu est simplement désormais exprimée par les retraités, qui reçoivent leur revenu par prélèvement sur celui des actifs. La demande globale de biens et services n'est pas modifiée, ne change que sa répartition entre actifs et retraités. Un bémol à introduire est qu'il est possible que, pour un revenu disponible donné, la propension à consommer soit plus élevée chez les retraités que chez les actifs. Mais ceci a été fortement contesté et, de toutes façons, ne change pas le tableau d'ensemble. La seule augmentation du nombre de retraités ne devrait donc pas entraîner déficits extérieurs ou pressions inflationnistes.

" La seule voie est le recul de l'âge de départ à la retraite ", nous dit enfin P. Artus. Qu'on le veuille ou pas, la question du chômage est ici cruciale. Quelle hypothèse fait-on à son sujet ? S'il demeure au niveau constaté aujourd'hui (plus de 9% de la population active) il est tout simplement dénué de sens de reculer l'âge de départ à la retraite : dans la mesure où près des 2/3 des salariés du privé sont hors emploi quand ils liquident leur pension, cela reviendrait à préférer financer un chômeur, un préretraité, etc.. plutôt qu'un retraité de plus. Où est l'avantage ? Cependant P. Artus semble plutôt envisager l'autre hypothèse, bien plus crédible à mon avis, selon laquelle " le recul de la population en âge de travailler ramène(rait) au plein emploi ". Or, la dépense pour l'emploi s'est élevée au cours de ces dernières années, en moyenne, à près de 4% du PIB. Maintiendra-t-on, alors qu'il y a plein emploi, des dépenses telles que "promotion de l'emploi", "incitation à l'activité", "fonctionnement du marché du travail" ou encore les innombrables exonérations de cotisations sociales? Cela serait injustifiable. Voilà autant de sommes qui pourront être affectées au financement des retraites et qui

(soulignons-le) ne viennent pas aggraver le niveau de prélèvement existant, puisqu'elles existent déjà et qu'il suffit de les faire glisser en direction des retraités au fur et à mesure du recul du chômage. En somme : si le chômage se maintient à l'avenir à son niveau actuel, le report de l'âge de départ à la retraite est inopérant. Si le chômage recule et qu'on se retrouve en plein emploi, il est inutile.

Isaac Johsua
Contact pour cet article cs@attac.org

Retraites : la solidarité en trois dimensions

Par Jean Marie Harribey

Dans les manifestations du 1er février 2003, un cri unanime a jailli : 37,5 ans de cotisations pour tous, faisant écho au « tous ensemble » de 1995. Les arguments du MEDEF et du gouvernement dissimulent de moins en moins leurs intentions véritables : baisser le niveau des pensions en obligeant à une durée de cotisations inatteignable pour la majorité des individus et faire ainsi le lit des fonds de pension en amenant peu à peu les salariés les mieux rémunérés à souscrire à des assurances privées. Dans une raffarinade de plus, le Premier ministre en a fait le cynique aveu à travers un lapsus révélateur : « Il faut sauver la capitalisation. »[2]

Une contradiction entre des retraites solidaires et écologiques ?

La discussion est lancée et plus personne ne doute que le financement des futures retraites n'est pas seulement un problème du niveau de richesses disponibles dans quarante ans mais avant tout un problème de répartition de celles-ci. Le fil conducteur de notre argumentation en faveur de retraites solidaires est donc le principe d'une affectation équitable des futurs gains de productivité du travail. Ce principe a maintenant fait le tour de France des mobilisations mais il a suscité une question cruciale : quand on sait les dangers écologiques que fait courir la croissance économique, est-il raisonnable de parier sur une augmentation de la productivité pour promouvoir une croissance de la production nécessaire à la prise en charge d'un plus grand nombre de retraités auxquels on assurerait de surcroît une amélioration du niveau de vie semblable à celle des actifs ? En d'autres termes, les retraites solidaires peuvent-elles être également écologiques ?

L'hypothèse retenue la plus fréquemment est celle d'un doublement de la production entre 2000 et 2040. Cela correspond à un taux annuel moyen de 1,75%. Est-ce assez, compte tenu des besoins à couvrir ? Est-ce trop, compte tenu des risques d'épuisement et de dégradation de la planète ?

Sur la base des prévisions démographiques relativement fiables – un accroissement annuel moyen de 1,41% du rapport retraités/actifs correspondant au passage de 4 retraités pour 10 actifs à 7 pour 10, soit + 75% sur 40 ans – une croissance de la production de 1,75% est largement suffisante pour couvrir les besoins d'une population totale en augmentation moyenne de 0,23% par an[3]. Elle autorise une hausse du niveau de vie moyen de tous – certes moins élevée que la croissance économique globale – et elle compense la diminution relative du nombre d'actifs par rapport aux inactifs. Cette conclusion est d'autant plus rassurante que, dans un premier temps, le calcul est effectué en conservant l'hypothèse pourtant défavorable aux salariés d'un maintien de la part de la masse salariale dans la valeur produite au niveau actuel de 60%.[4] Donc, pas de panique.

Mais cette prévision de croissance aussi modérée soit-elle – elle se situe autour de la tendance moyenne en vigueur en France depuis près de 30 ans que le capitalisme peine à assurer sa propre accumulation – n'est-elle pas encore trop forte et son contenu ne mérite-t-il pas d'être révisé alors que les ressources naturelles s'épuisent et que la pollution due à un développement dévastateur submerge tout ? Lier le financement des retraites à la progression de la productivité ne reviendrait-il pas à abandonner tout espoir et toute volonté de passer d'un mode de production et de consommation gaspilleur et prédateur à un mode de production économe ?

La productivité au service de quoi ?

Primo, on ne répétera jamais assez qu'il n'y a pas d'autre source de biens et services pour satisfaire nos besoins et donc d'autre source des revenus – qui sont la contrepartie monétaire de ces biens et services – que l'activité productive humaine[5]. Ainsi, la capitalisation n'est en aucune manière une solution au vieillissement démographique ; elle ne fait que redistribuer aux plus riches la valeur produite. Dès l'instant où la société estime que le niveau de vie moyen doit s'élever, la production doit progresser. Celle-ci progresse par le nombre d'actifs et par la productivité de chacun, cette dernière étant elle-même liée au savoir, au savoir-faire et à l'amélioration des équipements et de l'organisation du travail.

Sans être un indicateur absolu l'augmentation de la productivité est acceptable tant qu'elle n'est pas obtenue par une intensification du travail et qu'au contraire elle est utilisée au moins en partie pour diminuer le temps de travail, c'est-à-dire alléger la peine des humains : à la semaine (35 heures, 32, …), à l'année (congés) ou durant toute la vie (durée d'activité). Telle est la raison profonde du refus de voir la durée de cotisations s'allonger à 40 ou 45 ans : c'est absurde dès lors que la productivité augmente, et ce d'autant plus si le chômage est élevé. La défense des retraites est inséparable de l'exigence du plein emploi. Plus on s'acheminera vers un droit effectif à l'emploi pour tous, mieux la charge de travail à accomplir pour satisfaire nos besoins sera répartie et plus faible elle sera pour chacun. Que le débat sur les retraites ne soit

pas l'occasion de ressortir les bizarreries sur la fin du travail entendues ces dernières années ou bien les illusions sur un revenu d'existence s'il était conçu comme un substitut au plein emploi ![6] En revanche, les finalités du travail ainsi que sa place dans la vie sont bien en filigrane des problèmes débattus : conquérir la maîtrise des temps de la vie est l'un des enjeux principaux de la lutte du travail contre le capital, ce dernier n'ayant de cesse que de s'accaparer de la valeur produite par le premier ou bien de rejeter toute prise en charge des périodes de la vie de non-travail.

Le taux de croissance économique modéré ci-dessus qui conduit à un doublement de la production en 40 ans suffit-il pour retrouver le plein emploi ? Au regard de l'histoire récente, certainement pas. Mais c'est ainsi uniquement parce que la conception du retour au plein emploi qui a prévalu était prioritairement fondée sur la croissance, en considérant comme immuables ou presque la répartition des revenus – essentiellement entre salaires et profits – et la durée du travail. Il n'y a que dans le cas où ces deux dernières sont figées par un rapport de forces défavorable au salariat qu'une croissance économique forte est indispensable pour restaurer le plein emploi. On retrouve sur le sujet de l'emploi la même problématique que sur celui des retraites : la réduction du temps de travail et l'augmentation des retraites se heurtent à l'hostilité du patronat et des propriétaires du capital parce qu'elles impliquent nécessairement toutes les deux une refonte de la répartition des revenus.[7]

Il est une deuxième condition pour que l'augmentation de la productivité soit acceptable : elle ne doit pas provoquer une ponction sur les ressources naturelles supérieure à leur renouvellement ni une dégradation par une pollution inassimilable. Il s'agit ici d'assurer la soutenabilité à long terme du mode de vie qui exige une révision radicale du contenu du développement.[8]

A ces deux conditions sociale et écologique, l'amélioration de la productivité peut rester un objectif d'économie[9]. Il ne faut pas la confondre avec le productivisme qui se moque bien d'économiser puisqu'il vise à produire indéfiniment pour le profit. Ce n'est que lorsque la hausse de la productivité est utilisée exclusivement afin d'augmenter la production pour le profit qu'elle s'identifie au productivisme. D'où les nécessités d'arbitrer démocratiquement entre l'augmentation du niveau de vie et la baisse du temps de travail au fur et à mesure des gains de productivité et d'ouvrir dès maintenant la discussion sur le contenu de la croissance et à terme la discussion sur une décélération progressive et raisonnée de la croissance dans les pays riches[10]. Il est par conséquent logique de retrouver, à travers la question des retraites, celle du contenu de la production. Car ce qui se passe dans le champ de la production n'est pas sans conséquence dans le champ de la répartition, et réciproquement.

La productivité au service de qui ?`

Secundo, après avoir mis l'évolution démographique et donc le financement des retraites en relation avec la taille du gâteau produit, il faut les relier à la répartition de celui-ci. Le MEDEF et le gouvernement veulent faire oublier que ce partage s'est considérablement dégradé au détriment des salariés au cours des vingt dernières années : ceux-ci ont perdu près de 10 points de PIB, ce qui représente en euros 2003 environ 150 milliards par an, presque autant que le montant total des retraites versées qui s'élèvent à près de 180 milliards. Ce véritable hold-up du siècle est à rapprocher du minuscule 0,3 point de PIB que coûterait à l'horizon 2040 le retour de tous les salariés du privé à 37,5 ans de cotisations d'après le calcul du Conseil d'orientation des retraites[11].

Si l'on ne veut pas voir ce hold-up s'accentuer au fur et à mesure que le PIB augmentera, il faut inverser immédiatement la tendance à la régression de la part qui va aux salariés sous forme soit de salaires, soit de réduction du temps de travail, soit de retraites. Il y a là un gisement de revenus monétaires actuellement accaparés par les détenteurs de capitaux et dont il faut organiser pour l'avenir une autre affectation. Le rééquilibrage de la masse salariale dans la valeur ajoutée donne ainsi une latitude plus grande pour financer les retraites si nous sommes contraints d'adopter des modes de développement plus économes des ressources de la planète et si nous devons donc être moins obnubilés par la croissance.

Quelle forme donner à cette inversion et à ce rééquilibrage ? Plusieurs méthodes peuvent être envisagées complémentairement, mais qui se ramènent toutes à une autre répartition de la valeur ajoutée. La première est d'augmenter simplement les salaires versés aux salariés actifs parallèlement à l'évolution de la productivité ; ainsi, les cotisations sociales vieillesses suivent le même mouvement, sans même changer leur taux. La seconde méthode consiste à augmenter le taux de cotisations dites patronales. Dans ces deux cas, on déplace directement la frontière entre la masse salariale et les profits à l'avantage de la première. Une troisième méthode, que l'on appelle souvent élargissement de l'assiette des cotisations, peut être envisagée pour déplacer indirectement cette frontière en appliquant un taux de cotisations à l'ensemble de la valeur ajoutée (masse salariale + profits). Elle présente l'avantage de moins frapper les entreprises qui emploient beaucoup de main d'œuvre par rapport à celles qui sont plus équipées techniquement ou qui, pire, sous-traitent ou ont une activité purement financière et captent ainsi de la valeur produite ailleurs.[12] Dans tous les cas imaginables, l'important est de cibler les profits versés aux actionnaires pour ne pas pénaliser l'investissement.

A l'heure de la mondialisation du capital, il est essentiel de remettre en cause le statu quo du partage de la valeur ajoutée inscrit dans la logique libérale. Sinon, il y a un risque de voir les salariés les mieux rémunérés se laisser séduire par les placements mirifiques effectués

aux quatre coins du monde, là où la main d'œuvre est payée au lance-pierre. C'en serait fini des espoirs de solidarité entre les salariés du Nord et du Sud.[13]

Main basse sur la vie versus solidarité

Les retraites sont des salaires indirects socialisés. Elles sont une conquête, un droit arraché au capital de disposer d'un revenu même lorsque la période de travail s'est achevée. On comprend l'acharnement du patronat à restreindre ce droit par tous les moyens. Sachant très bien que pratiquement personne ne pourra jamais atteindre la durée de cotisations requise, les 40, puis 42 et 45 ans réclamés par le MEDEF pour obtenir une retraite à taux plein, le gouvernement envisage froidement d'organiser la baisse systématique des retraites.

Après avoir volé une fraction de leur vie aux salariés en prélevant une partie du fruit de leur travail, le capital veut leur enlever les moyens de poursuivre leur vie au moment de leur retraite. Comme si cela ne suffisait point, il exige la mise en place de fonds de pension pour pouvoir ravir le magot socialisé au sein des caisses de la Sécurité sociale. Gageons que la soi-disante impossibilité d'augmenter les cotisations sociales disparaîtrait comme par enchantement si elles alimentaient les caisses de fonds de pension qui iraient les jouer en Bourse. Le FMI, toujours à la pointe du combat capitaliste, ne fait pas dans la dentelle : « Un système de retraite par répartition peut déprimer l'épargne nationale parce qu'il crée de la sécurité dans le corps social. »[14]

Des retraites solidaires et écologiques sont un seul et même combat car, dans le cadre du « social » comme dans celui de l'« écologie », il s'agit de construire une solidarité intergénérationnelle. Au final, les solidarités se nouent dans un espace en trois dimensions : entre les travailleurs du monde entier eux-mêmes pour disputer la valeur créée au capital, entre deux générations pour le partage entre actifs et inactifs, entre toutes les générations pour l'accès aux ressources naturelles. Ce qui se joue à travers les retraites, c'est beaucoup plus que les retraites. C'est la reconnaissance d'une forme essentielle de bien public : l'existence d'une dette sociale qui s'éteint au moment même où elle renaît. On est aux antipodes du capitalisme et de son idéologie libérale qui ne reconnaissent que des dettes privées.

Jean Marie Harribey
Contact pour cet article cs@attac.org

------

[1] . Je remercie Geneviève Azam pour les remarques qu'elles m'a adressées à propos des avant-projets de ce texte.
[2] . Entretien avec P. Poivre d'Arvor, TF1, 3 février 2003.
[3] . La population française totale passera selon les prévisions de 58,744 millions en 2000 à 64,468 millions en 2040, soit une augmentation de 9,74% (+ 0,23% par an en moyenne) [calculs à partir de C. Butel, « Projections de population à l'horizon 2050, Un vieillissement inéluctable », INSEE Première, n° 762, mars 2001].
[4] . Pour le détail de ces calculs, voir J.M. Harribey, « Le discours libéral sur les retraites oscille entre sophismes et apories », http://harribey.montesquieu.u-bordeaux.fr/travaux/retraites9.pdf/
[5] . Je laisse de côté ici le fait que l'activité productive peut être monétaire et non monétaire car la discussion porte sur les retraites qui sont des revenus monétaires.
[6] . Sur ce point, voir la plaquette 4 pages ATTAC, « Emploi ou finance », Lignes d'attac, n° 6, juin 2000 ; et le livre ATTAC rédigé par T. Coutrot et M. Husson, Avenue du plein emploi, Paris, Mille et une nuits, 2001.
[7] . Je n'aborde pas ici un point très important, celui de l'élargissement du secteur monétaire non marchand, notamment à l'échelon associatif, que beaucoup persistent à appeler tiers-secteur mais qui n'a rien d'une tierce catégorie. Voir la plaquette et le livre d'ATTAC mentionnés à la note 5 précédente.
[8] . C'est volontairement que je n'emploie pas ici l'expression de « développement durable » qui préjugerait du débat que nous devons avoir sur ce point.
[9] . Dans le sens d'une économie économe ; voir J.M. Harribey, L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail, Paris, L'Harmattan, 1997.
[10] . Voir J.M. Harribey, « Développement, ça dure énormément », Le Passant Ordinaire, n° 40-41, juin 2002 ; et « Le seul développement soutenable sera celui qui ne sera pas durable », Le Passant Ordinaire, n° 42, octobre 2002.
[11] . COR, Retraites : renouveler le contrat social entre les générations, Orientations et débats, Premier rapport 2001, Paris, La Documentation française, 2002, p. 260. Sur un PIB qui ferait 3000 milliards d'euros en 2040, cela représenterait 9 milliards. Ramené au PIB actuel, 0,3 point équivaut à 4,5 milliards.
[12] . L'argument selon lequel l'élargissement de l'assiette des cotisations sociales romprait le lien entre masse salariale et financement de la protection sociale n'est à mon sens pas convaincant. Parce qu'il nous faut réaffirmer que le profit est une composante de la valeur ajoutée par le seul travail. Et parce qu'après avoir prélevé une fraction des profits supplémentaire, dès cet instant celle-ci devient partie intégrante de la masse salariale augmentée d'autant.
[13] . Voir J.M. Harribey, « La financiarisation du capitalisme et la captation de valeur », in J.C Delaunay, Capitalisme contemporain : questions de fond, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 67-111 ; et La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique, Bègles, Ed. du Passant, 2002.
[14] . G.A. Mackenzie, P. Gerson et A. Cuevas, « Can Public Pension Reform Increase Saving ? », International Monetary Fund, Occasional Paper n° 153, 1997.



(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 12-03-2003 >> 19-03-2003



http://attac.org/rdv/index.html

12/03

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien + Graz
BELGIQUE-BELGIE : http://wb.attac.be/modules.php?op=modload&name=Calendrier&file=index
Leuven
BRITAIN : http://www.attac.org.uk/attac/html/calendar.vm
London
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Nantes + Grenoble + Aix en Provence + Marseille + Vendome

13/03

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien + Graz
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
DEUTSCHLAND : http://www.attac-netzwerk.de/termine/index.php
Berlin + Braunschweig + Dresden + Frankfurt + Karlsruhe + Magdeburg + München + Offenbach
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Vantaa
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo
SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

14/03

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Salzburg
DEUTSCHLAND : http://www.attac-netzwerk.de/termine/index.php
Neuss + Essen + Darmstadt + Aachan
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Arras + Auxerre + Andrest + La Rochelle + La Roche sur Yon

15/03

DEUTSCHLAND : http://www.attac-netzwerk.de/termine/index.php
Barmberg + Darmstadt + Freiburg + Göppingen + Göttigen + Halle + Hamburg + Kassel + Leipzig + Lörrach + Marburg + Oldenburg + Wiesbaden
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Marseille + Paris 20 + Brest + Lyon + Cergy Pontoise
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo
SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

17/03

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien + Innsbruck + Lienz
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Chateaubriant

18/03

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php

Haid + Wien
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
St Brieuc + Metz + Epinal + Louviers + Lyon + St Nazaire
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo
SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

19/03
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Triesting + Innsbruck + Wien + Graz
BRITAIN : http://www.attac.org.uk/attac/html/calendar.vm
London
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Grenoble + Paris + Villeneuve d'Ascq + Saintes + Paris